

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	7
----------------	---

Avant-propos

Jocelyn BÉNÉTEAU	9
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE RÉFORME DES FINANCES PUBLIQUES

Les nouveaux instruments de la maîtrise des finances publiques

Jocelyn BÉNÉTEAU	17
I. Le renforcement de la solidarité financière et de la discipline budgétaire au sein de l'Union économique et monétaire	19
A. La trousse de premiers secours des dettes souveraines : le traité instituant le mécanisme européen de stabilité	19
B. Le traitement de fond des déficits et des dettes publics : le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire et sa transcription en droit interne	20
II. Les effets contingents du TSCG et de la loi organique relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques en Nouvelle-Calédonie	22
A. Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire et la loi organique relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques n'ont pas vocation à s'appliquer à la Nouvelle-Calédonie	22
B. Le TSCG et la loi organique relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques peuvent produire indirectement des effets en Nouvelle-Calédonie	23

La modernisation de l'action publique et ses incidences sur l'Outre-mer

Gilbert ORSONI	27
Introduction	27
I. La MAP, vieille lune (redécouverte ?) ou choix politique irréversible ? ...	29
A. Une réforme de l'État engagée en tenue à moitié camouflée	29
1. Une relance de la décentralisation	30
2. Une articulation LOLF/Réforme de l'État : la RGPP	30
B. Une vision partielle (parcellaire ?) nécessitant une refondation	31
II. Des outre-mer dont les spécificités interrogent	33
A. Des finalités qui concernent aussi les outre-mer	33
B. Les outre-mer, entre permanence et remises en cause	34
1. L'organisation territoriale	34
2. La fonction publique	34
3. La fiscalité dérogatoire	35

Les enjeux du transfert du régime comptable et financier des collectivités à la Nouvelle-Calédonie

Thomas GOVEDARICA	37
I. La procédure de transfert	37
II. Le contenu du transfert	40
III. Les enjeux du transfert.....	43

DEUXIÈME PARTIE RÉFORME DE LA FISCALITÉ

La réforme fiscale calédonienne : aspects politiques

Kristina CHALIOT et Guy AGNIEL	51
I. Les divergences idéologiques nourrissant le clivage politique local	52
A. Des divergences majeures rendant difficile un travail de concertation	53
B. Des divergences n'entraînant pas une vitrification du droit fiscal local.....	57
II. L'échec de la réforme consensuelle (2010-2012)	58
A. Une convergence politique entraînant des impacts fiscaux	58
B. Les législatives de 2012, coup d'arrêt à la convergence politique et à ses effets fiscaux	63

La réforme fiscale dans les accords économiques et sociaux

Mathias CHAUCHAT	67
I. Les compromis des accords économiques et sociaux et du protocole vie chère.....	68
II. La logique « distributive » des accords	70

Portée et limites des projets de réforme fiscale en Nouvelle-calédonie : mine et TVA/TGA

Gaël LAGADEC	77
Introduction	77
I. La fiscalité minière	77
A. Pourquoi une réforme de la fiscalité minière ?.....	77
1. Les grandes tendances actuelles en matière économique et fiscale	77
2. Capter la ressource minière : les grands enjeux	79
a. A qui la richesse minière profite-t-elle d'abord ?.....	79
b. La malédiction des ressources : quelles manifestations ?.....	79
α. La malédiction des ressources.....	79
β. Le pacte de stabilité fiscale	80
c. La fuite des dividendes : quelle réalité ?	80
3. Le serpent de mer du fonds Nickel pour les générations futures	81
B. Le projet du gouvernement Martin en 2013	84
1. Les grands principes	84
a. Les articles de la loi	84
b. Assiette et taux (extraits de l'Exposé des motifs).....	85

c.	Des recettes affectées au fonds nickel pour les générations futures.....	86
d.	L'impact prévu	87
2.	Les limites du dispositif.....	87
a.	Un mécanisme de « sauvegarde » impraticable et des recettes surestimées.....	87
b.	Un fonds pour les générations futures qui reste à créer	88
II.	Fiscalité indirecte : La mise en place de la TGA	89
A.	Les grands principes de la TGA	89
1.	Le champ d'application	89
2.	L'assujettissement.....	90
a.	Une assiette selon l'activité.....	90
b.	Les opérations non soumises à taxation	91
3.	L'affectation des recettes	92
4.	Les modalités pratiques	93
a.	Le droit à déduction.....	93
b.	Déclaration et paiement.....	93
5.	Les seuils d'imposition des BIC et les aménagements impliqués par la TGA	94
a.	Le régime du forfait.....	94
b.	Les régimes réels super simplifiés et simplifiés	
B.	Les difficultés liées à la mise en place effective de la TVA.....	95
1.	Une mise en place décidée dans un contexte politique particulier.....	95
2.	Le problème des aménagements pour une réforme à mi-année.....	98
	Conclusion.....	100
	Références	101
Le système français de financement de la protection sociale par l'impôt		
	Eric OLIVA.....	103
I.	Le choix du financement des dépenses sociales au moyen de ressources fiscales.....	105
A.	Les justifications du financement des dépenses sociales par des impositions de toutes natures	105
1.	Les arguments en faveur de la fiscalisation de la protection sociale.....	105
a.	1 ^{er} argument : le motif d'ordre financier	105
b.	2 ^e argument : l'égalité et la répartition plus équitable de la charge de la protection sociale.....	106
c.	3 ^e argument : la solidarité nationale	106
d.	4 ^e argument : la compétence du Parlement.....	106
2.	Les conséquences de la fiscalisation des ressources de la protection sociale	107
a.	1 ^{re} conséquence : l'affectation de l'impôt.....	107
b.	2 ^e conséquence : le recul de la démocratie sociale	107
c.	3 ^e conséquence : la répartition plus équitable de l'effort social	107

B.	L'établissement d'un impôt spécifique et rentable : la CSG	108
1.	Les principales caractéristiques de la CSG	108
2.	Les critiques adressées à la CSG	109
II.	La diversification-généralisation des ressources fiscales dans le financement de la protection sociale.....	111
A.	Le foisonnement des impôts et taxes affectés (ITAF).....	111
1.	La nébuleuse des ITAF.....	111
2.	Un foisonnement contestable.....	113
B.	Les impôts nationaux et locaux affectés aux dépenses de protection sociale.....	113
1.	Les impôts nationaux et la protection sociale	113
2.	Les impôts affectés aux collectivités territoriales pour le financement de dépenses sociales.....	114
	Quelle fiscalité pour un financement pérenne de la protection sociale en Nouvelle-Calédonie ?	
	Philippe DUNOYER	117
	Table des matières	129